



Février 2019 : Quel agenda européen ?

Retour sur... La présidence roumaine au Conseil de l'UE

Mardi 1er Janvier 2019 : La présidence roumaine du Conseil de l'UE visera à assurer la convergence et la cohésion de l'Europe autour de quatre piliers : "une Europe de la convergence" afin d'obtenir des opportunités de développement égales pour tous les citoyens européens, "une Europe plus sûre" grâce à une cohésion accrue entre États dans la lutte contre le terrorisme et dans l'instauration du Parquet européen ; "une Europe en tant qu'acteur global" par la promotion de la politique d'élargissement et enfin "une Europe des valeurs communes" fondée sur des politiques luttant contre les discriminations. Mais la présidence roumaine intervient dans un contexte intérieur tendu en raison de réformes en cours qui pourraient affaiblir la lutte contre la corruption et l'indépendance de la justice. En effet le gouvernement en place depuis 2016 est accusé – [à l'intérieur](#) comme [à l'extérieur](#) du pays – de saper le travail de la Direction nationale anticorruption qui met en cause [plusieurs de ses membres](#), notamment d'anciens ministres.

Liens :

- https://www.lemonde.fr/europe/article/2018/07/09/le-gouvernement-roumain-obtient-le-limogeage-de-laura-codruta-kovesi-a-la-tete-du-parquet-anticorruption_5328376_3214.html
- <https://www.euractiv.fr/section/institutions/news/meps-support-kovesi-for-chief-eu-prosecutor-defying-member-states/>
- https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/02/21/la-roumanie-renoue-avec-les-demons-du-passe_5426081_3232.html

Retour sur... L'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange UE-Japon

Vendredi 1er février 2019 : Le *Japan-EU free trade agreement*, accord de libre-échange le plus important jamais conclu, a amorcé la création d'une vaste zone de libre-échange englobant 635 millions d'habitants et représentant 30% du PIB mondial. Il prévoit la suppression progressive des droits de douanes sur la quasi-totalité des produits échangés entre les deux espaces économiques, ainsi que la levée d'obstacles non tarifaires au commerce. Cependant, de nombreuses ONG comme Greenpeace ou Foodwatch critiquent le JEFTA en raison de son contenu qui fait, selon eux, passer les intérêts économiques devant ceux de la population et met les questions environnementales au second plan. Négocié en toute opacité, le contenu de l'accord fait craindre aux critiques un nivellement par le bas des normes environnementales à l'heure où la plupart des experts évoquent la relocalisation de l'économie afin de lutter contre le changement climatique (parmi d'autres problématiques). Des critiques plus spécifiques à cet accord ont été formulées, notamment sur l'absence de condamnation par l'Union européenne, au travers de cet accord, de la chasse à la baleine ou encore la surpêche, pratiquées par le Japon.

Regard sur... Le retrait officiel du Royaume-Uni de l'UE

Vendredi 29 mars 2019 : Faute d'extension du Brexit, qui est néanmoins probable, le Royaume-Uni sortira de l'Union européenne le 29 mars, [avec ou sans accord](#). Il est en effet possible qu'un no-deal Brexit se produise. Concrètement, une absence d'accord se traduira notamment par la fin de l'Union douanière c'est-à-dire le rétablissement des formalités douanières, des droits de douane d'accises et de transit, la fin de la libre circulation des capitaux, des marchandises, des services et des personnes et la fin de la liberté d'établissement, le rétablissement automatique de certaines barrières réglementaires à l'export ou à l'import, ainsi que la duplication des procédures réglementaires relatives aux conditions d'accès au marché. Autre conséquence : la délocalisation. De nombreux expatriés travaillent en effet dans de grosses entreprises qui souvent ont leur siège européen au Royaume-Uni. À cause du Brexit, certaines ont ou vont relocaliser ces centres, ce qui a déjà entraîné des pertes d'emplois. Dans les aéroports, le « no deal » pourrait créer un véritable chaos, au Royaume-Uni mais aussi à l'étranger. Les compagnies aériennes britanniques et européennes pourraient perdre le droit d'opérer des vols entre l'UE et le Royaume-Uni, paralysant ainsi le trafic. Le pays quittera également l'Agence européenne du médicament, même s'il continuera à reconnaître temporairement les tests et certifications européens pour éviter une double procédure et une rupture de la chaîne d'approvisionnement. Le Royaume-Uni va ainsi augmenter ses stocks pour six

semaines supplémentaires pour palier toute éventualité. Par conséquent, de nombreux [ressortissants britanniques vivant dans l'UE ou européens vivant au Royaume-Uni](#) redoutent ce scénario, qui est en même temps aussi probable qu'un Brexit avec accord ou qu'un report du Brexit.

Lien :

- <http://www.lefigaro.fr/international/2019/03/04/01003-20190304ARTFIG00153-brexit-les-differentsscenarios-des-semaines-a-venir.php>
- https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/762222/Policy_paper_on_citizens_rights_in_the_event_of_a_no_deal_Brexit.pdf